



HAL
open science

Liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local : déterminants et corrélation avec le bien-être. Le cas du secteur maraîcher au Maroc

Sana Bensalk

► **To cite this version:**

Sana Bensalk. Liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local : déterminants et corrélation avec le bien-être. Le cas du secteur maraîcher au Maroc. 6. Journées de recherches en sciences sociales INRA-SFER-CIRAD, Institut National de Recherche Agronomique (INRA). UAR Direction générale (0233).; Société Française d'Economie Rurale (SFER). Paris, FRA.; Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). Montpellier, FRA., Dec 2012, Toulouse, France. hal-02745857

HAL Id: hal-02745857

<https://hal.inrae.fr/hal-02745857>

Submitted on 3 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local : logiques et gains du bien-être

Le cas du secteur maraîcher au Maroc

Sana BENSALK*
Bensalk@supagro.inra.fr

*Doctorante en sciences économiques
INRA – UMR MOISA, UMR 1110
2, place Pierre Viala, Bât. 26
34060 Montpellier Cedex 1, France



Sixièmes journées de recherches en sciences sociales INRA-SFER-CIRAD

13 - 14 décembre 2012, Toulouse School of Economics, Toulouse, France

Liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local : logiques et gains du bien-être

Le cas du secteur maraîcher au Maroc

Sana BENSALK

Résumé

Cet article cherche à identifier les logiques de la liaison des ménages agricoles locaux avec des Investissements Directs à l'Étranger (IDE) dans le secteur maraîcher au Maroc par le biais du marché de travail local, et si cette liaison peut induire un gain du bien-être des ménages locaux via l'accès à des revenus supplémentaires. Pour ce faire, l'étude mobilise une base de données conçue à partir des enquêtes quantitatives de terrain menées en 2011 auprès des ménages agricoles locaux au Maroc. Notre étude est appuyée sur une approche multidimensionnelle du gain du bien-être. Le recrutement des membres des ménages locaux auprès des IDE peut s'inscrire dans deux principales logiques : i) une valorisation des fortes dotations en facteur travail « familial » sous employées sur l'exploitation du ménage ; ii) une maximisation des revenus afin de faire face aux faibles revenus et rentabilité financière des activités de production agricole. Cette embauche peut induire un gain du bien-être économique (revenus) combinée à une légère amélioration du bien-être social (conditions de vie et actifs non agricoles non productifs) chez les ménages locaux. Ce recrutement peut être conjugué à une importante croissance des investissements en actifs agricoles productifs dans une logique d'ancrage des ménages locaux dans le secteur agricole.

Classification de JEL : D20, J21, J22, J43 et Q12.

Mots clés : investissements directs à l'étranger, ménages agricoles locaux, marché du travail, logiques, gains du bien-être, secteur maraîcher, Maroc.

Abstract

This paper seeks to identify the determinants of local farm households link with Foreign Direct Investment (FDI) in the vegetable sector in Morocco, through the local labor market, and if this link can induce a welfare gain among local households through access to additional income. Our study mobilizes a database designed from the quantitative surveys, conducted in 2011 among local farm households in Morocco. This study was based on a multidimensional approach of welfare gain. Recruitment of members of local households with IDE can developed in two main logics: i) a valorization of strong endowments family labor factor underemployed on household farms; ii) income maximization in order to deal with low income and profitability of agricultural production activities. This hiring may lead to economic welfare gain (income) combined with a slight improvement in social welfare (living conditions and non-agricultural productive assets) among the local households. This recruitment may be associated to significant growth in productive agricultural assets investments, in anchor logic of the local households in the agricultural sector.

JEL classification : D20, J21, J22, J43 et Q12.

Key words: foreign direct investments, welfare gains, local agricultural households, labor market, logics, vegetable sector, Morocco.

Introduction

Les Investissements Directs à l'Étranger (IDE, ci-après) dans le secteur agricole ont connu un fort accroissement de 1 à 3 milliards de dollars au cours de la dernière décennie (1999-2009) à l'échelle mondiale, notamment en Afrique et en Asie (CNUCED, 2009). Toutefois, la filière des fruits et légumes frais est particulièrement concernée par l'internationalisation manifestée par le développement des entreprises à capitaux étrangers. Cette stratégie résulte des exigences des clients européens fins (les chaînes de la grande distribution) en sécurité sanitaire et qualité, dans leurs approvisionnements réguliers en fruits et légumes frais en provenance des Pays en Voie de Développement (ci-après PVD). Ces exigences ont également influencé l'organisation du secteur de la production et des opérateurs impliqués dans la chaîne d'approvisionnement (Reardon et al., 2009). Des opérateurs étrangers ont privilégié ainsi une évolution vers une plus forte coordination dans les chaînes de valeur : une intégration verticale de la production par l'aval de la chaîne de commercialisation avec des formes de production propre au Kenya (Dolan et Humphrey, 2000) ou un développement d'une agriculture contractuelle auprès des fournisseurs locaux à Madagascar pour l'approvisionnement des supermarchés européens (Minten *et al.*, 2006).

Une littérature empirique très abondante a mis l'accent sur les impacts de la liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes exportatrices (locales et étrangères) de fruits et légumes, via le marché des outputs agricoles (contrats agricoles), sur la productivité et la croissance des exploitations agricoles locales (Gow et Swinnen, 1998 ; Swinnen et al., 2006 ; Minten et al., 2006 ; par exemples). Les IDE en agriculture ont une importante contribution dans la création d'emplois pour les populations locales dans les PVD (Von Braun et Meinzen-Dick, 2009; Hallam, 2009 ; CNUCED, 2009 ; Bolwig et al., 2009). Néanmoins, des études empiriques très limitées ont analysé les impacts de la liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes agricoles exportatrices via le marché de travail local, sur le bien-être et la pauvreté de la population locale. A titre d'exemple, McCulloh et Ota (2002) montrent l'importance socioéconomique des offres d'emplois au sein des firmes agricoles exportatrices (exploitations agricoles et stations de conditionnement) pour la population rurale locale pauvre au Kenya. Maertens et Swinnen (2009) ont mis en évidence un impact positif des firmes exportatrices du haricot vert sur le bien-être et la réduction de la pauvreté extrême des ménages de petits exploitants agricoles locaux (les plus défavorisés) au Sénégal, via le marché de travail local plutôt que par le marché des outputs (contrats agricoles).

Le Maroc est un lieu privilégié d'implantation des firmes étrangères assurant un approvisionnement en primeurs pour les marchés européens. Cette situation s'explique par la politique de ce pays en matière de la promotion des IDE en général et en agriculture en particulier en proposant par exemple une partie des domaines agricoles de l'Etat à la location aux opérateurs marocains et étrangers. Cet élément vient s'ajouter à d'autres atouts dont dispose le Maroc pour un investisseur européen comme sa proximité géographique des marchés européens, un risque-pays faible, une complémentarité des calendriers de production maraîchère entre le Maroc et l'Europe ainsi que le faible coût du facteur travail (Bensalk, 2009). Cependant, les investisseurs étrangers dans le secteur agricole au Maroc peuvent également être confrontés à des contraintes d'ordre institutionnel qui se manifestent essentiellement par : l'impossibilité d'achat des terres agricoles, la nécessité d'avoir un titre de propriété foncière pour l'octroi des crédits par les banques marocaines et des problèmes dans la gestion sociale du personnel en particulier dans la région du Souss-Massa. Une étude empirique de Fertoul (2004) a mis en

évidence que les IDE dans le secteur des fruits et légumes représentent la quasi-totalité (92%) des investissements directs à l'étranger en agriculture au Maroc. Ces investissements sont principalement localisés dans les deux régions de Souss-Massa-Draa (63%) et de Loukkos (20%). Ils sont essentiellement réalisés par des opérateurs européens (98%) en particulier des investisseurs espagnols et français.

Les investisseurs européens dans le secteur maraîcher au Maroc (Bensalk, 2011) ciblent essentiellement les secteurs très intensifs en travail (2880 emploi/ha/3 cycles annuels de production en moyenne dans le secteur du haricot vert sous serre). L'implantation des IDE s'inscrit ainsi dans une logique de délocalisation partielle ou totale de la production européenne (la tomate, le haricot vert et le poivron sous serre chez les opérateurs espagnols, par exemple) afin de faire face aux coûts élevés de la main d'œuvre dans leurs pays d'origine. Face au développement spectaculaire des firmes capitalistes exportatrices dans le secteur maraîcher au Maroc, les ménages de petits et moyens exploitants agricoles locaux peuvent adopter deux différentes stratégies (Bouchelkha, 2007). Certains ménages peuvent privilégier une embauche de certains membres de ménages auprès des firmes capitalistes ; d'autres ménages ont effectué une cession foncière partielle conjuguée à une mutation de chefs des ménages en salariés agricoles. Ces stratégies de ménages locaux ont été liées à leurs contraintes d'accès aux facteurs de production (ressources hydriques, moyens financiers, travail, ...) et de faible rentabilité financière des activités de production agricole.

Dans cet article, nous cherchons à identifier les déterminants potentiels de la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE dans le secteur maraîcher au Maroc via le marché de travail local ainsi que la corrélation de cette liaison avec le gain du bien-être des ménages agricoles locaux. La région de Souss-Massa-Draa située au Sud du Maroc a été sélectionnée comme terrain d'étude dans notre approche empirique. Cette étude est d'une importance majeure compte-tenu du poids considérable de la population rurale (60% de la population totale) dans la région (RGPH, 2004). En outre, le secteur agricole joue un rôle crucial dans l'économie régionale. Ce secteur contribue avec 13% dans le Produit Intérieur Brut (soit 4,42 milliards de DH). Il représente également le principal secteur économique créateur d'emplois (RGPH, 2004 ; CRIRSMD, 2004) au niveau régional (une contribution de 37% dans la création d'emplois ; soit 337.729 postes) et dans le milieu rural régional (une création de 74% des offres d'emplois). Par ailleurs, le secteur maraîcher jouit de grandes performances économiques comparé aux autres secteurs de production végétale (CRSMD, 2008) au niveau régional : i) une création d'un important potentiel d'emplois (40% des emplois, soit 106.000 milles journées de travail) ; ii) une importante contribution en matière de chiffre d'affaires (32%, soit 3770 MDH) et de valeur ajoutée (35%, soit 2520 MDH et 98.000 DH/ha).

Cet article est constitué de trois parties. La première partie concerne une revue de littérature relative aux ménages agricoles: i) motivations de la diversification des activités de ménages ; ii) impacts des firmes capitalistes domestiques et étrangères dans le secteur agricole sur les revenus et la pauvreté des ménages agricoles via le marché de travail local ; iii) indicateurs du bien-être des ménages. Dans la deuxième partie, nous présentons la méthodologie suivie dans notre approche empirique et notre terrain d'étude. Dans la troisième partie, nous cherchons à identifier les logiques potentielles de la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE dans le secteur maraîcher au Maroc via le marché de travail, et dans quelle mesure cette liaison peut induire des gains du bien-être chez les ménages agricoles locaux.

I. Revue de littérature sur les ménages agricoles

Au Maroc, les économistes et les statisticiens du Haut-Commissariat au Plan (HCP, 2008) définissent le ménage comme un ensemble de personnes formant une même unité de consommation, vivant habituellement dans le même logement et organisant les repas par une seule et même personne. Un ménage est dit agricole si un de ses membres au moins pratique l'agriculture sans être uniquement salarié agricole.

1. Motivations de la diversification des activités chez les ménages agricoles

Les populations rurales pratiquant l'agriculture dans les PVD sont exposées à différents types de risques. Ces derniers peuvent être idiosyncrasiques lorsqu'ils concernent un ménage en particulier ou covariants quand ils affectent toute une communauté (Morduch, 1999). En fait, ces activités agricoles sont caractérisées par des risques liés à la variabilité des revenus, celle-ci étant accentuée par les aléas climatiques et l'instabilité des prix agricoles. Pour faire face à ces risques et maximiser leur fonction d'utilité, les ménages agricoles peuvent opter pour une stratégie de diversification des activités.

La diversification des activités est considérée comme une stratégie de gestion du risque qui se traduit par l'allocation des actifs et du temps entre différentes activités agricoles et non agricoles (Huffman, 1991). Cette stratégie correspond à du risk management ou du risk coping selon qu'elle est élaborée ex ante ou ex post (Alderman et Paxson, 1992). Cette allocation peut prendre trois cas de figure : i) un emploi du chef de ménage à plein temps sur l'exploitation familiale associé à des emplois agricoles ou non agricoles effectués par les autres membres de son ménage à l'extérieur de l'exploitation familiale; ii) une pluriactivité du chef de ménage dans des secteurs agricole ou non agricole ; iii) une combinaison des emplois agricoles et non agricoles à temps partiel chez le chef ou/et les autres membres de ménage. Le niveau de diversification des activités (Cogan, 1981; Findeis et al, 1987; Mishra et Goodwin, 1997) dépend des caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages agricoles: i) l'âge, l'état matrimonial et le niveau de formation du chef de ménage; ii) la taille de ménage; iii) la présence d'enfants ; iv) la taille de l'exploitation du ménage.

Dans la littérature en économie de développement (Reardon et al., 2006 ; Barrett et al., 2001), nous pouvons distinguer deux principales motivations de la diversification des activités chez les ménages agricoles : i) les pull factors ; ii) les push factors. Dans la catégorie des *pull factors*, la diversification des activités se fait dans un objectif de maximisation des revenus. Ainsi, elle repose sur la pratique de différentes activités avec des rendements relativement élevés ou des risques assez faibles (Reardon et al., 2006). A titre d'exemple, l'accumulation d'actifs, telle que l'élevage du cheptel productif qui peut servir d'épargne de précaution afin de faire face à d'éventuels chocs sur les revenus de ménages (Rozenweig et Wolpin, 1993 ; Dercon, 2005). Les revenus générés par des activités non agricoles peuvent aussi être investis dans le développement des activités agricoles à travers l'achat des intrants ou du capital agricole productif.

Dans la catégorie des *push factors*, la diversification des activités chez les ménages agricoles a pour objectif la minimisation du risque (Barrett et al., 2001 ; Reardon et al., 2006). L'accroissement du risque s'explique par plusieurs facteurs incitant les populations rurales à diversifier les activités génératrices des revenus. Ces facteurs se traduisent essentiellement par: i) une baisse transitoire ou permanente des revenus agricoles ; ii) des défaillances des marchés, surtout ceux du crédit et d'assurance, en plus de la terre et du travail. Les activités non agricoles grâce aux revenus qu'elles génèrent sont donc un moyen de faire face à la variabilité des revenus générés par la production agricole et d'atténuer le risque ex ante (Reardon et al., 1988; Kochar, 1999 ; Lanjouw 2001 ; Rose,2001 ; Goodwin, 1997).

2. Liaison des ménages locaux avec des firmes agricoles exportatrices via le marché du travail : impacts sur les revenus et la pauvreté

Binswanger et Rosenzweig (1986) ont souligné que les salariés et les compétences de management sont des facteurs mobiles de production dans le secteur agricole. Selon ces auteurs, les opérateurs dans ce secteur peuvent avoir recours à quatre catégories d'arrangement contractuel dans le recrutement de leurs employés : i) un emploi familial « non payé » ; ii) un contrat d'embauche permanent ; iii) un travail saisonnier (à court terme) à plein temps ; iv) un emploi saisonnier à la pièce ou à la tâche. Les firmes capitalistes (locales et étrangères) exportatrices des fruits et légumes peuvent privilégier une amélioration des conditions de travail de leurs ouvriers agricoles dans les PVD à travers un recrutement des salariés permanents expérimentés et une amélioration des niveaux de salaires (Barrientos et Kritzinger, 2004 ; Ortiz et Aparicio, 2007). Ces stratégies de firmes s'inscrivent dans leurs logiques d'amélioration de la productivité du travail et de garantie des produits de bonne qualité.

La liaison de ménages agricoles locaux avec des firmes exportatrices des fruits et légumes dans les PVD via le marché de travail local, est susceptible d'avoir un impact positif sur la réduction de pauvreté rurale locale. Cet impact résulte d'une croissance de revenus des ménages, en particulier dans le cas où ces emplois représentent une source de revenus secondaires stables (Berry, 2001 ; Barrientos et al., 1999 ; Schurman, 2001 ; Casaburi, 1999 ; Jarvis et Vera Toscano, 2004 ; Ortiz et Aparicio, 2007). Une étude de Maertens et Swinnen (2009) a mis en évidence un impact positif des firmes exportatrices du haricot vert, sur le bien-être des ménages de petits exploitants agricoles locaux (les plus défavorisés) au Sénégal, via le marché de travail local plutôt que par le marché des outputs (contrats agricoles). En fait, les ménages locaux liés aux firmes capitalistes par le biais de marché de travail, ont bénéficié d'une augmentation de revenus, conjuguée à une réduction de la pauvreté extrême et une amélioration du bien-être.

Carter et al., (1996) ont montré que les entreprises exportatrices des fruits et légumes en Amérique Latine, peuvent avoir des effets positifs d'une ampleur différenciée sur la réduction de la pauvreté de la population locale. Ces effets sont plus importants dans le cas des firmes exportatrices adoptant des systèmes de production intensifs en travail, en comparaison avec celles pratiquant des systèmes de production intensifs en terre. Néanmoins, le potentiel de réduction de la pauvreté des ménages agricoles est devenu une question problématique ces dernières années. En fait, les marchés alimentaires mondialisés ont tendance à privilégier des stratégies concurrentielles d'approvisionnement (compétitivité, exigences en qualité, fortes fluctuations des prix) en produits frais auprès des PVD (Korovkine, 1992 et Gwynne, 1999 ; Kritzinger et al., 2004 ; Da Silva, 1999 ; De Grammont 2007 ; Bendini et Radonich, 1999 ; De Grammont et Flores, 2007 ; Dolan, 2004). Ces stratégies concurrentielles ont engendré une exploitation intensive des ouvriers agricoles locaux dans une logique de réduction des coûts de production. Cette exploitation intensive s'est traduite par de mauvaises conditions de vie, une baisse de salaires, ainsi qu'un impact négatif sur la réduction de pauvreté des ménages agricoles locaux (De Grammont et Flores, 2007).

3. Indicateurs du bien-être des ménages

La littérature économique souligne la difficulté de construction des indicateurs appropriés permettant une mesure fiable du bien-être de ménages. Cette difficulté est liée à la complexité du concept de bien-être (une notion non objective), et donc la diversité d'opinions et d'approches mobilisées (Bibi, 2003). Les études empiriques sur le bien-être s'appuient généralement sur une approche unidimensionnelle, utilisant un indicateur unidimensionnel « monétaire » du bien-être comme

le revenu (ou les dépenses totales). Cependant, cette approche ne fait pas l'unanimité parmi les économistes comme étant le seul cadre d'analyse du bien-être.

L'approche axiomatique développée depuis quelques années, prouve que le concept du bien-être doit être évalué par une approche multidimensionnelle. Elle consiste en une combinaison d'une série d'indicateurs préalablement agrégés entre des individus ou des données individuelles, permettant la construction des indicateurs agrégés de bien-être au niveau individuel d'abord, puis entre les individus. L'étude d'Adams et Page (2001) appuyée sur des indicateurs monétaires (revenus) et non monétaires du bien-être (accès et dépenses relatifs aux services sociaux tels que l'éducation et la santé) dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, a mis en évidence une absence de relation claire entre la réduction de la pauvreté monétaire et les autres indicateurs (non monétaires) d'amélioration du bien-être. Par ailleurs, Pradhan et Ravallion (2000) construisent des indicateurs multidimensionnels (monétaires et sociaux non monétaires) du bien-être en utilisant des données microéconomiques de ménages au Népal et Jamaïque. Les indicateurs sociaux proposés par ces auteurs portent sur une mesure subjective du bien-être par les ménages interviewés, appuyée sur leurs dépenses relatives à l'alimentation, l'habillement, le logement, le transport, la scolarisation des enfants et les soins de santé. Des études empiriques (Easterlin, 2001 ; par exemple) s'accordent sur l'existence d'une corrélation positive entre le bien-être subjectif et le niveau de revenus (évalué le plus souvent par un indicateur monétaire). Il est également reconnu que cette corrélation n'est pas parfaite (Easterlin, 2001 ; Frey et Stutzer 2002).

Des études économiques empiriques récentes (Adams et Page, 2001 ; Smeeding et al., 1993 ; Pradhan et Ravallion, 2000 ; Bibi, 2003 ; par exemples) ont souligné que l'approche multidimensionnelle du bien-être apporte des informations qui ne sont pas reflétées par l'approche unidimensionnelle monétaire du bien-être. La faiblesse du niveau de vie n'est pas le seul facteur dont dépend la pauvreté individuelle. En effet, le bien-être individuel est intimement lié à la capacité qu'a l'individu ou un ménage de subvenir à certains besoins fondamentaux (logement décent, alimentation, scolarisation des enfants, soins de santé, etc.). Le revenu peut être considéré, donc comme un moyen parmi d'autres pour se procurer un niveau de vie requis. Il est donc nécessaire d'adopter une approche complémentaire à l'approche monétaire pour la construction des indicateurs fiables du bien-être individuel. Cette construction doit être basée sur des indicateurs monétaires et non monétaires (sociaux), inscrite dans une logique d'analyse multidimensionnelle de la pauvreté.

Weisbrod et Hansen (1968) et Smith et Morgan (1970) ont mis en évidence quatre grandes catégories d'indicateurs du bien-être socioéconomique de ménages agricoles: i) les revenus agricoles (les revenus tirés de la rente foncière, les revenus nets de la vente des actifs et des biens de l'exploitation, les subventions publiques,...) ; ii) les revenus non agricoles (les revenus générés par des emplois agricoles et non agricoles effectués par le chef ou/et les autres membres du ménage à l'extérieur de l'exploitation familiale, les pensions de la sécurité sociale, les dividendes, ...); iii) la richesse détenue par le ménage (l'épargne, l'héritage, les actifs agricoles et non agricoles) ; iv) le niveau des dépenses non agricoles du ménage (l'alimentation, les soins de santé, le logement, la scolarisation des enfants, ...). Le bien-être des ménages agricoles est influencé par la variabilité de leurs revenus qui est susceptible d'entraver leur niveau de consommation et leur accumulation de richesse (Mishra et al., 2002). Selon le modèle économique des ménages agricoles de Thomas (1977), le bien-être des ménages agricoles dépend également de plusieurs facteurs : i) les caractéristiques sociodémographiques des ménages ; ii) les types et l'importance des revenus agricoles et non agricoles ; iii) les niveaux de production ; iv) l'épargne ; v) la capacité de couvrir les dépenses de consommation.

Notre question de recherche consiste à analyser les logiques potentielles de la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE dans le secteur maraîcher au Maroc via le marché de travail local, et également à identifier dans quelle mesure cette liaison peut induire des gains du bien-être des ménages agricoles locaux. Dans cette étude, nous utilisons les ménages agricoles locaux comme une unité d'analyse. Nous mobilisons une approche multidimensionnelle appuyée sur des indicateurs monétaires (économiques) et non monétaires (sociaux) des gains du bien-être des ménages locaux. Nous partons de deux propositions de recherche autour desquelles est articulée notre question de recherche.

Propositions de recherche 1

Certains membres des ménages agricoles locaux peuvent être recrutés par des firmes étrangères implantées dans le secteur maraîcher au Maroc. Cette embauche peut être renforcée chez les ménages locaux dans deux principales logiques. Elle peut s'inscrire dans une logique de valorisation des fortes dotations en facteur travail "familial" sous-employés sur les exploitations de ménages, en particulier avec leur adoption des systèmes de production agricole faiblement intensifs en travail. En outre, la liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché de travail local, peut être favorisée chez les ménages dans une logique de maximisation des revenus, afin de faire face aux faibles revenus (agricoles et totaux) et rentabilité financière des activités de production agricole.

Propositions de recherche 2

Les firmes étrangères peuvent induire un gain du bien-être des ménages agricoles locaux via leur accès à des revenus supplémentaires générés des emplois effectués auprès des IDE. Ces revenus pourraient avoir des conséquences différentes sur les indicateurs multidimensionnels du gain du bien-être socioéconomique selon leur utilisation par les ménages agricoles locaux. Ces indicateurs peuvent prendre trois cas de figure : i) les indicateurs monétaires (revenus); ii) les indicateurs d'évolution de consommation (dépenses d'alimentation, de santé, de scolarité des enfants et d'habillement); iii) les indicateurs de confort (équipements ménagers et moyens de transport).

Dans certains cas, l'embauche des membres de ménages locaux par des firmes étrangères pourrait être conjuguée à un gain du bien-être social des ménages locaux, lié à une utilisation privilégiée de ces revenus dans l'amélioration des conditions de vie des ménages, traduite par une croissance des dépenses non agricoles et des dotations en équipements de confort (actifs non agricoles non productifs). Ce gain du bien-être social peut être conjugué à une décroissance des revenus agricoles, dans une logique de désengagement progressif des ménages des activités de production agricole (Push Factors). *Dans d'autres cas*, la liaison des ménages locaux avec des IDE via le marché du travail local, est susceptible d'être combinée à une légère amélioration du gain du bien-être social des ménages locaux (dépenses en produits non agricoles et dotations en équipements de confort). Toutefois, ces ménages pourraient connaître une importante croissance des revenus agricoles, liée à un investissement privilégié des revenus tirés des emplois hors exploitation familiale dans le développement des activités de production agricole. La croissance de ces revenus peut résulter d'une acquisition des actifs agricoles productifs dans une logique d'ancrage des ménages locaux dans le secteur agricole (Pull Factors).

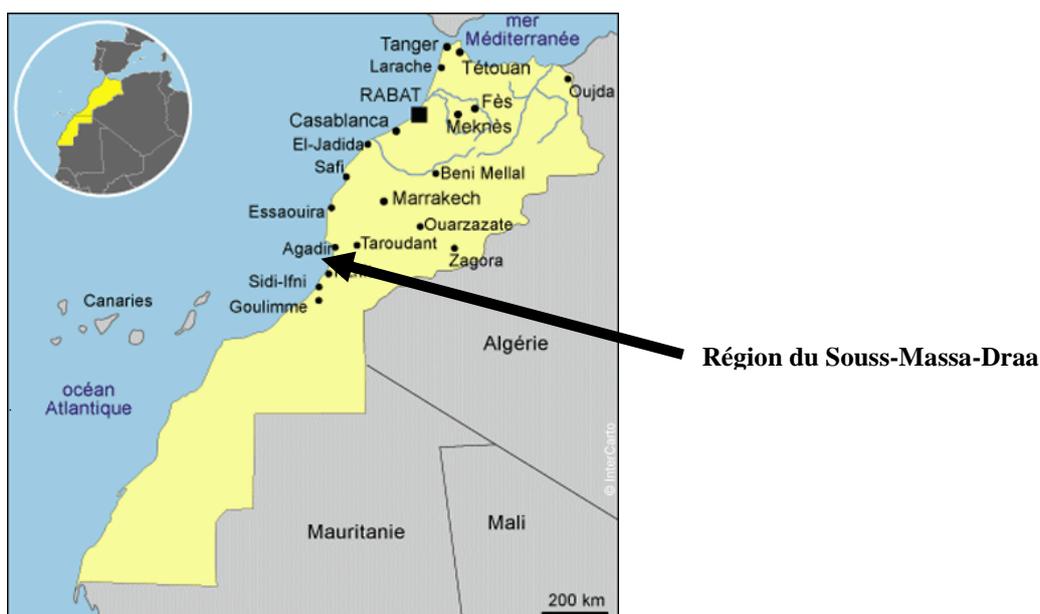
II. Méthodologie et présentation du terrain d'étude

1. Présentation du terrain d'étude

1.1. Présentation de la région d'étude

La région de Souss-Massa-Draa (RSMD ci-après) située au sud du Maroc (cf. Fig.n°1) a été sélectionnée comme terrain d'étude dans notre approche empirique. Cette région (MAPM, 2008) représente la première zone primeuriste au Maroc (53% de la superficie pour 71 et 75% de la production et des exportations marocaines en valeur en 2007). Elle se distingue par une diversité des produits maraîchers (tomate, haricot vert, poivron, concombre,...) destinés principalement au marché d'export. La RSMD (RGPH, 2004) jouit également d'une main d'œuvre agricole jeune et active (59% de la population rurale est âgée de 15 à 59 ans). Cette région se caractérise par sa forte attractivité des IDE dans le secteur maraîcher (63% des IDE au Maroc), notamment d'origine européenne depuis les années 1980 (Fertoul, 2004). Même si ces investissements n'occupent désormais qu'une part variable de 11 à 35% de la superficie maraîchère des communes concernées dans la RSMD (1807 Ha environ, soit 85% de la superficie cultivée par les IDE dans le secteur agricole), ils contribuent à 30% environ dans les exportations marocaines de fruits et légumes (APEFEL, 2009).

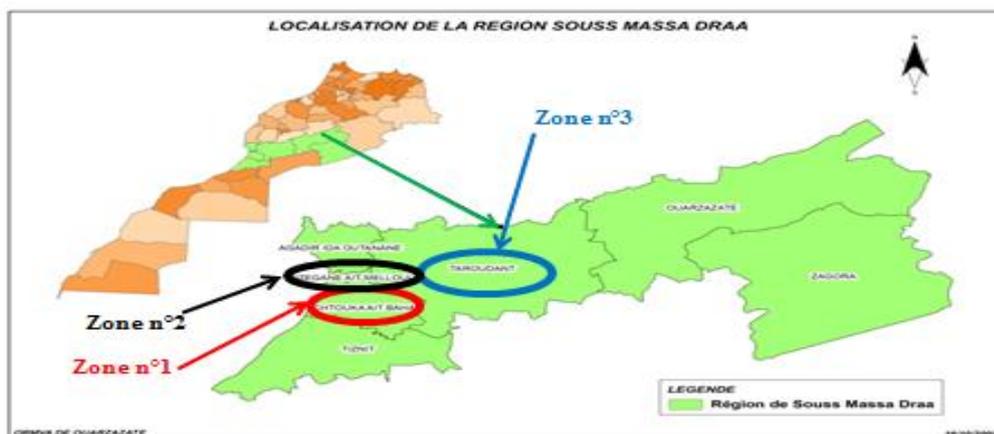
Figure n°1. « Localisation géographique de la région de Souss-Massa-Draa »



1.2. Présentation des zones d'étude

Pour notre approche empirique, nous avons choisi trois zones d'étude, constituées de communes situées dans trois provinces de la RSMD : Chtouka-Ait Baha, Inzegane-Ait Melloul et Taroudant (cf. Fig.n°2). Sur le plan empirique, la sélection des communes concernées par notre étude, a été basée sur trois principaux critères: i) l'importance des cultures maraîchères dans la superficie et la production régionales; ii) l'attractivité contrastée des IDE dans le secteur maraîcher; iii) la distance géographique entre les IDE et les exploitations agricoles locales.

Figure n°2. « Localisation des trois zones d'étude dans la région de Souss-Massa-Draa »



Source : CRIRSMD (2004)

La première zone d'étude englobe six communes rurales de la province de Chtouka-Ait Baha : Ait Amira, Sidi Bibi, Oued Essafa, Belfaa et Inchaden. Cette zone se distingue par sa forte attractivité des IDE dans le secteur maraîcher (89 exploitations, soit 1807 Ha environ). Quant à la deuxième zone d'étude, elle est constituée de quatre communes situées dans la province d'Inzegane-Ait Melloul : Ait Melloul, Qliaa, Temssia et Oulad Dahou. Cette zone se caractérise par un essor limité des firmes étrangères (3 projets) et une exposition aux IDE par sa proximité géographique de la première zone. En ce qui concerne la troisième zone d'étude, elle englobe neuf communes de la province de Taroudant : Sidi Dahmane, Sidi Taher, Ahmer Glalcha, Sidi Bourja, Freija, Ait Igess, Oulad Aissa, Igli et Ait Iazza. Cette zone se distingue par un éloignement considérable (120-160 km) et une absence des IDE, bien qu'elle jouisse des conditions propices au développement du secteur maraîcher comme les deux premières zones d'étude.

La zone à forte attractivité des IDE (zone 1) jouit de plusieurs atouts propices au secteur maraîcher : i) une diversité des ressources hydriques superficielles (vallées, barrages, ...) ; ii) des effectifs importants de moyennes et grandes propriétés agricoles; iii) un développement spectaculaire d'infrastructures de valorisation des produits maraîchers en aval (unités de conditionnement ou/et de transformation); iv) une importante force de travail assurée par une population rurale locale jeune et assez peuplée ainsi que par d'importants flux d'ouvriers agricoles migrants ; v) une adoption croissante des systèmes modernes de production très intensifs en travail (maraîchage sous serre). Néanmoins, la première zone connaît également des contraintes non négligeables, susceptibles de remettre en question le développement spectaculaire du secteur maraîcher: i) une décroissance considérable des effectifs de petits et moyens agriculteurs locaux au cours de la dernière décennie (2000-2010), liée à des contraintes de facteurs de la production et de la commercialisation des outputs agricoles; ii) une faible productivité de la main d'œuvre et des problèmes de gestion sociale du personnel ; iii) une forte pression foncière depuis 2007, engendrée par la convention de l'ORMEVA (Office Régional de la Mise en Valeur Agricole) interdisant l'extension des superficies réservées aux cultures maraîchères fortement demandeuses en eau afin de faire face aux limites croissantes des ressources hydriques.

Les deux autres zones d'étude connaissent également des contraintes entravant le développement des systèmes modernes de production maraîchère intensifs en travail. En ce qui concerne la deuxième zone, ces contraintes dans la deuxième zone se manifestent principalement par : i) une dominance de la micropropriété foncière; ii) un épuisement croissant des ressources hydriques superficielles et

souterraines ; iii) une pression immobilière au détriment du secteur agricole ; iv) une faible organisation professionnelle des agriculteurs. Quant à la troisième zone, les contraintes se traduisent essentiellement par : i) une dominance de la micropropriété foncière; ii) un manque d'infrastructures de valorisation des produits maraîchers en aval (unités de conditionnement ou/et de transformation); iii) un éloignement géographique considérable (120-160 km) des organismes de recherche et de développement agricole.

2. Méthodologie de l'approche empirique

Nous avons opté pour *une approche de recherche quantitative* appuyée sur des enquêtes de terrain. La collecte de données essentiellement quantitatives a été effectuée à la suite d'un échantillonnage des exploitations agricoles locales situées dans nos trois zones d'étude. Les enquêtes ont été menées de mai à septembre 2011, auprès des ménages agricoles locaux engagés dans des activités de production agricole au cours de la période 2000-2010.

La sélection des trois zones d'étude a été effectuée en deux phases exploratoires : i) une sélection appuyée sur les données statistiques du dernier Recensement Général de l'Agriculture de 1996 (RGA,1996) au Maroc; ii) des entretiens personnalisés menés auprès des institutions publiques et professionnelles dans le secteur maraîcher (ORMEVA, chambre d'agriculture, association des producteurs et exportateurs des fruits et légumes) et des personnes ressources locales (grands producteurs locaux, présidents de communes rurales, ...) dans la région de Souss-Massa-Draa. Ces entretiens avaient pour objectifs la validation de : i) la sélection initiale des zones d'étude appuyée sur les données statistiques du RGA de 1996 ; ii) l'échantillonnage des exploitations agricoles selon leur taille et leur zone de localisation.

Les exploitations agricoles interviewées ont été sélectionnées aléatoirement et à la suite d'un *échantillonnage* effectué par stratification selon deux critères: i) une stratification par localisation (3 zones différentes en termes de leur exposition aux IDE); ii) une stratification par taille (Superficie Agricole Utile « SAU » des exploitations locales au cours de la campagne agricole 2000/2001). En ce qui concerne *la stratification par taille*, nous avons sélectionné trois catégories d'exploitations locales selon leur classe de taille: i) 37,5% de petite taille (une SAU à 5 ha) ; ii) 37,5% de moyenne taille (une SAU comprise entre 5 à 15 ha) ; iii) 25% de grande taille (une SAU supérieure à 15 ha). Quant à *la stratification par localisation*, nous avons choisi trois catégories d'exploitations agricoles selon leur localisation par rapport aux firmes étrangères, afin de mettre en évidence leur exposition contrastée aux IDE. Cette transformation porte ainsi sur trois zones : i) la zone 1 principalement concernée par les IDE ; ii) la zone 2 exposée aux IDE par sa proximité géographique de la zone 1 ; iii) la zone 3 la plus éloignée des IDE. Les effectifs des exploitations sélectionnées à la suite de stratification par localisation peuvent être résumés comme suit: 50% dans la première zone, 25% dans la deuxième zone et 25% dans la troisième zone (cf.Tab.n°1).

Au final, les enquêtes quantitatives portent sur un échantillon global de 240 exploitations locales dont les effectifs sont répartis comme suit :

- la première zone : 120 exploitations dont 48 de petite taille, 41 de moyenne taille et 31 de grande taille.
- la deuxième zone : 60 exploitations dont 22 de petite taille, 22 de moyenne taille et 16 de grande taille.

- la troisième zone : 60 exploitations dont 21 de petite taille, 23 de moyenne taille et 16 de grande taille.

Tableau n°1. « Répartition des effectifs d'exploitations agricoles locales enquêtées dans les trois zones d'étude selon leurs taille et zone de localisation en 2000 »

	Zone 1		Zone 2		Zone 3		Ensemble des 3 zones	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Petites exploitations	48	20	22	9,16	21	8,75	91	37,9
Moyennes exploitations	41	17,08	22	9,16	23	9,58	86	35,8
Grandes exploitations	31	12,9	16	6,66	16	6,66	63	26,25
Total par zone	120	50	60	25	60	25	240	100

Nous avons mobilisé un *questionnaire quantitatif* directif. Les questions ont été posées pour les années 2000 et 2010 afin d'obtenir des données permettant d'analyser l'évolution de la situation des ménages agricoles locaux selon leur exposition aux IDE. Le questionnaire est composé de 9 rubriques constituées généralement de questions fermées. Ces rubriques portent essentiellement sur : la composition sociodémographique et les emplois effectués par les membres de ménages au sein et à l'extérieur de l'exploitation familiale, les salariés recrutés sur l'exploitation de ménages, les dotations et cessions foncières, les actifs agricoles productifs, les productions agricoles, les caractéristiques et les clauses des contrats de production signés par les ménages, la commercialisation des produits agricoles, les conditions de vie et les indicateurs de richesse de ménages (équipements ménagers ; moyens de transport ; logement ; évolution des dépenses non agricoles relatives à l'alimentation, la santé, la scolarisation des enfants et l'habillement).

III. Liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE dans le secteur maraîcher au Maroc via le marché du travail local : logiques et gains du bien-être

Dans cette partie, nous analysons les logiques potentielles de la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE dans le secteur maraîcher au Maroc via le marché du travail local, et dans quelle mesure cette liaison peut induire des gains du bien-être socioéconomique des ménages agricoles locaux. Tout d'abord, nous exposons les spécificités des emplois exercés par des membres de ménages locaux auprès des firmes étrangères, suivie d'une justification empirique de la comparaison des deux groupes de ménages agricoles locaux retenus pour notre étude. Ensuite, nous identifions les logiques potentielles de la liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local. Enfin, nous étudions dans quelle mesure cette liaison peut induire des gains du bien-être socioéconomique des ménages agricoles locaux. Cette analyse est appuyée sur une comparaison du gain du bien-être entre les ménages agricoles locaux liés et non liés avec des firmes étrangères via le marché du travail local. Cette comparaison est basée sur notre approche multidimensionnelle du gain du bien-être selon trois catégories d'indicateurs : i) des indicateurs monétaires ; ii) des indicateurs de consommation ; iii) des indicateurs de confort.

1. Spécificités des emplois effectués auprès des IDE et des ménages concernés par l'étude

1.1. Spécificités des emplois exercés auprès des firmes étrangères

Le recrutement de certains membres des ménages locaux par des firmes étrangères (cf. Tab.n°2), concerne essentiellement les ménages des petits et des moyens exploitants locaux situés aux alentours des IDE (zones d'étude 1 et 2). Cette embauche représente la principale relation directe liant les ménages avec des opérateurs étrangers (39 et 31% respectivement des ménages, soit 16 et 6 cas). Ces emplois ont été également observés chez les ménages des moyens exploitants locaux situés dans les deux premières zones (8,8 et 8,3% respectivement des ménages, soit 15 et 8 cas). Nos résultats révèlent également deux éléments saillants : i) une quasi-absence d'embauche de certains membres des ménages agricoles locaux par des opérateurs étrangers dans la troisième zone d'étude ; ii) une quasi-absence de la liaison des ménages des grands exploitants locaux avec des IDE via le marché du travail dans l'ensemble des zones d'étude (2,3% des ménages, soit 2 cas)

Les emplois au sein des IDE (cf. annexe n°1) ont une importante contribution dans les emplois effectués hors exploitations familiales (82 et 81% des emplois) et dans les revenus générés de ces emplois (32 et 21% de revenus) chez les ménages agricoles locaux concernés dans les deux premières zones d'étude. Les emplois effectués au sein des firmes étrangères peuvent prendre trois cas de figure: i) des emplois agricoles non ou faiblement qualifiés sur des exploitations agricoles ; ii) des emplois non agricoles non qualifiés exercés au sein des stations de conditionnement ; iii) des emplois agricoles qualifiés effectués par des cadres agronomes (techniciens ou ingénieurs) sur des exploitations agricoles. Néanmoins, les emplois effectués par des membres de ménages agricoles locaux auprès des IDE dans la première zone d'étude sont essentiellement des emplois agricoles qualifiés et des emplois non agricoles non qualifiés (cf. annexe n°2).

Tableau n°2: « Ménages agricoles locaux liés avec des IDE via le marché du travail local selon leurs zone de localisation et classe de taille des exploitations agricoles en 2010 »

		Emploi au sein des IDE		Relations directes		Effectifs totaux	
		Fréquence	% ménages	Nombre total	% ménages	Nombre total	%
Zone 1	Petites exploitations	16	39	23	56	41	100
	Moyennes exploitations	3	8,8	15	44	34	100
	Grandes exploitations	1	2,2	8	18	45	100
	Sous-total de la zone 1	20	16,6	46	38	120	100
Zone 2	Petites exploitations	6	31,5	9	47	19	100
	Moyennes exploitations	2	8,3	8	33	24	100
	Grandes exploitations	0	0	3	18	17	100
	Sous-total de la zone 2	8	13,3	20	33	60	100
Zone 3	Petites exploitations	0	0	1	7	14	100
	Moyennes exploitations	0	0	7	29	24	100
	Grandes exploitations	1	4,5	9	41	22	100
	Sous-total de la zone 3	1	1,6	17	28	60	100
Ensemble des 3 zones d'étude	Petites exploitations	22	29,7	33	45	74	100
	Moyennes exploitations	5	6,1	30	36	82	100
	Grandes exploitations	2	2,3	20	24	84	100
	Total des 3 zones d'étude	29	12,08	83	34	240	100

1.2. Justification empirique de la comparaison des ménages concernés par l'étude

Compte-tenu des résultats présentés dans la section précédente, nous proposons deux groupes de ménages agricoles locaux pour notre étude. Il s'agit des ménages des petits et moyens exploitants locaux situés dans les deux premières zones d'étude selon leur liaison avec des firmes étrangères via le marché du travail local : i) des ménages dont des membres sont recrutés auprès des IDE ; ii) des ménages indépendants des firmes étrangères. Sur le plan empirique, la justification de la comparaison de ces deux groupes de ménages est appuyée sur une analyse de leurs caractéristiques sociodémographiques et économiques en 2010.

Nous proposons huit caractéristiques sociodémographiques de ménages. Tout d'abord, la taille des ménages qui correspond au nombre total d'individus de ménages. Ensuite, les unités totales de consommation des ménages que nous avons calculées selon les standards de l'INSEE (2012). Ces unités sont spécifiques à chaque membre de ménages: i) 1 unité de consommation pour la première personne adulte du ménage ; ii) 0,5 unité de consommation pour les autres personnes du ménage âgées de plus de 14 ans ; iii) 0,3 unité de consommation pour les autres personnes de ménage âgées de moins de 14 ans. Nous proposons également six autres indicateurs sociodémographiques : i) les Unités de Travail Annuel familiales (UTA assurées par des membres de ménages sur l'exploitation familiale) ; ii) l'âge des chefs de ménages ; iii) la formation agricole des chefs de ménages; iv) la pluriactivité des chefs de ménages; v) la présence des membres de ménages formés en agriculture ; vi) le nombre des individus des ménages employés hors exploitation familiale.

Les trois caractéristiques économiques et structurelles des ménages agricoles locaux peuvent être résumés comme suit : i) les revenus générés des emplois effectués par des membres de ménages à l'extérieur de l'exploitation familiale ; ii) les revenus tirés des emplois (hors exploitation familiale) non effectués auprès des firmes étrangères ; iii) la distance entre les ménages et l'IDE le plus proche.

Les tests économétriques (cf.Tab.n°3) révèlent des moyennes non significativement (seuil de 5%) différentes entre les ménages agricoles locaux liés et non liés avec des IDE via le marché du travail en termes de: i) taille des ménage, ii) unités totales de consommation de ménages ; iii) âge des chefs de ménages ; iv) revenus générés des emplois (hors exploitation familiale) non effectués auprès des firmes étrangères ; v) UTA familiales. De même, nos tests économétriques (cf.Tab.n°4) montrent une indépendance significative (seuil de 5%) entre la formation agricole et la pluriactivité des chefs de ménages ainsi que la présence des membres de ménages formés en agriculture, avec la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE par le biais du marché de travail local.

En comparaison avec les ménages locaux indépendants des firmes étrangères (cf.Tab.n°3), les ménages locaux liés avec des firmes étrangères via le marché du travail se distinguent par : i) des revenus générés des emplois effectués hors exploitation familiale significativement (seuil de 5%) plus élevés (48990.37 contre 28411.65 DH en moyennes) ; ii) un nombre d'individus des ménages employés hors exploitation familiale significativement (seuil de 5%) plus important (1.85 contre 0.64 en moyennes).

Les résultats présentés ci-dessus révèlent que les deux groupes de ménages proposés pour notre étude ne sont pas significativement (seuil de 5%) différents, en termes de leurs caractéristiques

sociodémographiques et économiques ; à l'exception du nombre d'individus des ménages employés hors exploitation familiale et des revenus générés de ces emplois. En effet, ces deux groupes de ménages peuvent être retenus dans notre analyse des logiques potentielles de la liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local, et dans notre évaluation des gains du bien-être des ménages locaux.

Tableau n°3. « Caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages agricoles locaux selon leur liaison avec des IDE via le marché du travail local en 2010 »

Indicateurs sociodémographiques et économiques des ménages agricoles locaux en 2010	Liaison de ménages locaux avec des IDE via le marché du travail local	Nombre d'observations	Moyennes
Taille des ménages	Présence	27	6.88
	Absence	91	6.71
Unités totales de consommation des ménages	Présence	27	3.74
	Absence	91	3.61
Age des chefs de ménages	Présence	27	46.57
	Absence	91	48.48
Unités de Travail Annuel (UTA) familiales des ménages	Présence	27	1.60
	Absence	91	1.44
Nombre des individus des ménages employés hors exploitation familiale	Présence	27	1.85*
	Absence	91	0.64
Distance entre les ménages et l'IDE le plus proche (km)	Présence	27	11.32
	Absence	91	15.07
Revenus générés des emplois (hors exploitation familiale) non effectués auprès des firmes étrangères (DH)	Présence	27	7288.88
	Absence	91	7196.26
Revenus tirés des emplois effectués hors exploitation familiale (DH)	Présence	27	48990.37*
	Absence	91	28411.65

*Significativité des moyennes (seuil de 5%).

Tableau n°4. « Capital humain des ménages agricoles locaux selon leur liaison avec des IDE via le marché du travail local en 2010 »

Caractéristiques sociodémographiques des ménages agricoles locaux en 2010	Liaison de ménages agricoles locaux avec des IDE par le biais du marché de travail	Nombre d'observations	Fréquence
Formation agricole de chefs de ménages	Présence	27	1
	Absence	91	7
Pluriactivité de chefs de ménages	Présence	27	11
	Absence	91	21
Présence des membres de ménages formés en agriculture	Présence	27	5
	Absence	91	15

**Absence de significativité (seuils de 5%).

2. Logiques de la liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local

Dans cette section, nous identifions des logiques potentielles de la liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local. Nous supposons que cette liaison peut dépendre des caractéristiques sociodémographiques, structurelles et économiques des ménages agricoles locaux en 2010.

Nous proposons deux caractéristiques sociodémographiques des ménages. Tout d'abord, les dotations en facteur travail « familial » par hectare exploité chez les ménages locaux. Ces dotations

correspondent au nombre total des individus adultes (actifs ou inactifs) ne poursuivant pas des études. Ensuite, le taux de chômage par ménage qui correspond à un ratio du nombre des individus inactifs des ménages (personnes adultes âgées de moins de 60 ans, inactifs hors étudiants) sur la taille de ménage. Nous suggérons également deux spécificités structurelles des exploitations agricoles de ménages. Tout d'abord, le niveau d'intensification des systèmes de production agricole, il correspond à la part de la superficie totale de la terre exploitée sous serre dans la superficie totale de terre exploitée par les ménages. Ensuite, le niveau d'exploitation du patrimoine foncier agricole, il s'agit de la part des terres exploitées dans le patrimoine foncier (superficie agricole utile) de ménages. En outre, nous prenons en considération trois caractéristiques économiques des exploitations agricoles des ménages : i) la rentabilité financière des activités de production agricole (un ratio des recettes générées par la commercialisation des outputs agricoles sur la superficie totale exploitée par le ménage) ; ii) les revenus agricoles totaux annuels (les recettes générées par la commercialisation des outputs agricoles des ménages) ; iii) les revenus totaux annuels des ménages.

En comparaison avec les ménages locaux indépendants des firmes étrangères (cf.Tab.n°5), les ménages locaux liés avec des firmes étrangères via le marché du travail local se distinguent par : i) des dotations significativement (seuil de 5%) plus importantes en facteur travail « familial » (4.55 contre 3.63 en moyennes) ; ii) un taux de chômage significativement (seuil de 5%) plus élevé (71 contre 62% en moyennes) ; iii) une adoption des systèmes de production agricole intensifs en travail significativement (seuil de 5%) moins fréquente (7,07 contre 27,11% en moyennes). Cette situation a favorisé un recrutement de certains membres des ménages locaux sous employés sur l'exploitation familiale auprès des firmes étrangères. Le choix privilégié de cette embauche chez les ménages locaux s'inscrit dans une logique de valorisation de leurs fortes dotations en facteur travail « familial » sous employées (une réduction de leur taux de chômage) en particulier avec une adoption des systèmes de production agricole généralement non intensifs en travail.

En comparaison avec les ménages locaux indépendants des firmes étrangères, les ménages locaux dont certains membres sont recrutés par des IDE se distinguent par: i) une rentabilité financière des activités de production agricole significativement (seuil de 5%) moins importante (80.968 contre 139.001 DH/ha en moyennes); ii) des revenus agricoles (53.4748 contre 110.4738 DH en moyennes) et des revenus totaux (589461 contre 1146060 DH en moyennes) significativement (seuil de 5%) plus faibles. La faiblesse de ces revenus conjuguée à une faible rentabilité financière des systèmes de production agricole peuvent mener les exploitants locaux à privilégier une embauche de certains membres de leurs ménages auprès des firmes étrangères. Cette embauche peut s'inscrire ainsi dans une logique de maximisation des revenus de ménages via une sécurisation des revenus non agricoles complémentaires et stables, liée à une faiblesse des revenus et de la rentabilité financières des activités de production agricole chez les ménages locaux.

Tableau n°5. « Logiques de la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE via le marché du travail local en 2010»

Logiques de la liaison des ménages locaux avec des IDE via le marché du travail local	Caractéristiques des ménages	Liaison des ménages locaux avec des IDE via le marché du travail local	Nombre d'observations	Moyennes
Valorisation des fortes dotations en facteur travail « familial » sous employées	Dotations en facteur travail familial par ha exploité par les ménages (nombre moyen d'individus/ha)	Présence	27	4.55*
		Absence	91	3.63
	Taux de chômage par ménage (%)	Présence	27	71.52*
		Absence	91	62.95
	Niveau d'intensification des systèmes de production agricoles des ménages (%)	Présence	27	7.07 *
		Absence	91	27.11
Maximisation des revenus	Revenus agricoles totaux annuels des ménages (DH)	Présence	27	534748.4*
		Absence	91	1104738
	Rentabilité financière des activités de production agricole (DH/ha)	Présence	27	80968.54*
		Absence	91	139001.2
	Revenus totaux annuels des ménages (DH)	Présence	27	589461*
		Absence	91	1146060

*Significativité des moyennes (seuil de 5%).

3. Liaison des ménages agricoles locaux avec des firmes étrangères via le marché du travail local et leurs gains du bien-être

Afin d'évaluer le gain du bien-être socioéconomique des ménages agricoles locaux, nous proposons trois grandes catégories d'indicateurs multidimensionnels: i) des indicateurs monétaires ; ii) des indicateurs d'évolution de consommation ; iii) des indicateurs de confort. Ensuite, nous nous appuyons sur une comparaison de ces indicateurs entre deux groupes des ménages agricoles locaux selon leur liaison avec des firmes étrangères via le marché du travail local.

2.1. Evaluation du gain du bien-être par des indicateurs monétaires

2.1.1. Indicateurs monétaires

Nous proposons quatre indicateurs monétaires du gain du bien-être des ménages agricoles locaux entre 2000 et 2010 : i) le taux de croissance des revenus totaux annuels; ii) le taux de croissance des revenus agricoles annuels; iii) taux de croissance des revenus non agricoles annuels; iv) le taux de croissance des revenus totaux annuels par membre de ménage.

Dans le calcul de ces taux de croissance, nous avons considéré les revenus en 2010 comme des revenus nominaux, compte-tenu que cette année représente une année de référence dans notre étude. Tandis que les revenus en 2000 correspondent aux revenus nominaux en 2000 corrigés par rapport à ceux de 2010. En fait, nous avons ajusté les revenus nominaux en 2000 par le taux d'inflation en 2000 indexé à celui de l'année 2010 (MEF, 2011) au Maroc (soit 1+0,212) sur la base de 100, en prenant en considération l'année 2010 comme une année de base (2010=100).

Les Revenus Agricoles Annuels Totaux (RAAT) des ménages sont constitués des recettes générées de la commercialisation de leurs outputs agricoles au cours de la campagne agricole 2009/2010. Les taux de croissance de ces revenus (cf.Tab.n°6) se distinguent par une distribution très hétérogène chez les ménages (des taux variables de -100 à 1693% ; soit 82% en moyenne). Le taux de croissance des RAAT peut être ainsi retenu comme indicateur monétaire du gain du bien-être des ménages agricoles locaux.

Les Revenus Non Agricoles Annuels Totaux (RNAAT) se composent des revenus générés des emplois effectués par des membres de ménages à l'extérieur de l'exploitation familiale et des revenus de la rente foncière. Les taux de croissance des RNAAT (cf.Tab.n°6) se distinguent par une forte variabilité chez les ménages (des taux compris entre -100 et 713% ; soit 80% en moyenne). Nous pouvons ainsi retenir le taux de croissance des RNAAT comme indicateur monétaire du gain du bien-être des ménages agricoles locaux.

Les Revenus Totaux Annuels (RTA) englobent les revenus agricoles et non agricoles des ménages. Les taux de croissance de ces revenus (cf.Tab.n°6) entre 2000 et 2010 sont très hétérogènes chez les ménages agricoles locaux (des taux variant entre -87 et 1971% ; soit 96% en moyenne). Le taux de croissance des RTA peut être ainsi retenu comme indicateur monétaire du gain du bien-être des ménages agricoles locaux.

Le ratio des RTA par membre des ménages correspond aux revenus totaux annuels des ménages pondérés à la somme des unités de consommation spécifiques à chaque membre du ménage (calculées selon les standards de l'INSEE). Les taux de croissance de ces ratios (cf.Tab.n°6) ont une distribution très irrégulière chez les ménages (des taux compris entre -89 et 1595% ; soit 78% en moyenne). Nous pouvons ainsi retenir le taux de croissance des ratios des RTA par membre des ménages comme indicateur monétaire du gain du bien-être des ménages agricoles locaux.

Tableau n°6 : « Statistiques descriptives des indicateurs monétaires du gain du bien-être des ménages agricoles locaux »

Indicateurs monétaires du gain du bien-être	Observations	Moyennes	Ecart-type	Minimales	Maximales
Taux de croissance des revenus totaux annuels des ménages entre 2000 et 2010 (%)	118	96.70	259.74	-87.17	1971.92
Taux de croissance des revenus agricoles annuels des ménages entre 2000 et 2010 (%)	118	82.75	245.04	-100	1693.28
Taux de croissance des revenus non agricoles annuels des ménages entre 2000 et 2010 (%)	118	80.766	177.69	-100	713.66
Taux de croissance des ratios de revenus totaux annuels par membre des ménages entre 2000 et 2010 (%)	118	78.71	219.55	-89.20	1595.21

2.1.2. Analyse du gain du bien-être via des indicateurs monétaires

Le tableau n°8 représente un test de comparaison des moyennes des indicateurs monétaires du gain du bien-être des ménages agricoles locaux selon leur liaison avec des firmes étrangères via le marché de travail local. Les ménages développant un salariat auprès des opérateurs étrangers (cf.Tab.n°5) ont des revenus totaux significativement (seuil de 5%) plus faibles (589461 contre 1146060 DH en moyennes) en 2010, en comparaison avec les ménages indépendants des IDE. Néanmoins, nos résultats révèlent que la liaison des ménages locaux avec des opérateurs étrangers via le marché du travail a été conjuguée à des effets de rattrapage sur la croissance de leurs revenus totaux annuels entre 2000 et 2010. En fait, ces ménages ont enregistré des taux de croissance des revenus représentant le triple de ceux observés chez les ménages indépendants des firmes étrangères (196 contre 67% en moyennes).

Nous avons identifié trois classes des ménages agricoles locaux liés avec des firmes étrangères via le marché de travail (27 ménages) selon leur *taux de croissance des revenus totaux annuels* entre 2000 et 2010 : i) ménages distingués par une baisse des revenus (taux variant entre -31,33 et -11,24 %, soit 4 ménages) ; ii) ménages concernés par une légère croissance des revenus (taux compris entre 19 et 48,22%, soit 7 ménages) ; iii) ménages jouissant d'une très forte croissance des revenus (taux variant entre 73,57 et 1971%, soit 16 ménages).

La croissance spectaculaire des revenus totaux enregistrée chez la troisième classe des ménages est liée à l'évolution de leur composition sociodémographique, les changements structurels et économiques dans leurs activités de production agricole (types de cultures, systèmes de production et rentabilité financière) entre 2000 et 2010 (cf. Tab. n° 7). Ces ménages sont situés dans la zone principalement concernée par les IDE (zone n°1) disposaient uniquement des revenus agricoles en 2000. Ensuite, ils ont privilégié de compléter ces revenus par ceux non agricoles, générés des emplois effectués par certains membres des ménages hors exploitations familiales. Ces emplois sont principalement effectués auprès des firmes étrangères associés dans certains cas à des emplois auprès des opérateurs locaux (3 cas sur 16). Ces ménages ont connu une hausse considérable dans leurs dotations en facteur travail « familial » (de 1 à 3 membres). Cette situation a favorisé ainsi une embauche progressive de plusieurs individus (2 à 3 membres) de leurs ménages auprès des firmes étrangères facilitée par leur proximité géographique (une distance variant entre 0,5 et 5 km).

Cette embauche a permis aux ménages de sécuriser d'importants revenus non agricoles annuels et stables qui peuvent atteindre jusqu'à 72.000 DH. La génération de ces revenus a été conjuguée à un accroissement considérable (499% en moyenne) des investissements des ménages dans l'acquisition des actifs agricoles productifs (location des terres, installation du système de goutte à goutte ou/et des serres, semences certifiées, ...). Ces ménages ont connu ainsi une croissance dans leur superficie agricole utile et superficie maraîchère (51 et 59% respectivement en moyennes). Les taux les plus élevés de croissance des revenus totaux ont été enregistrés chez les ménages agricoles locaux jouissant d'importantes mutations dans leurs systèmes de production agricole. En fait, ces ménages n'exploitaient généralement en 2000 que des terres de petite taille (superficie inférieure à 4 ha). Ils étaient peu productifs et spécialisés dans des cultures maraîchères traditionnelles en plein champ (pomme de terre, navet, carotte; par exemple) à faible rentabilité financière (17.000 DH/ha en moyenne) associées à des cultures céréalières (blé, orge, ...) en 2000. Ensuite, ces ménages ont privilégié une orientation progressive vers des cultures maraîchères sous serre à fortes valeur ajoutée et rentabilité financière (haricot vert, tomate, poivron ; par exemple). Quant aux autres ménages adoptant uniquement des systèmes de production agricole en plein champ, ils ont connu plutôt une orientation vers des cultures à haute valeur ajoutée (haricot vert, petit pois, courgette ; par exemple) conjuguée à une croissance progressive des rendements de leurs cultures (une hausse de 5 à 6,5 t/ha pour la culture du haricot vert ; par exemple). Ces profondes mutations dans les systèmes de production agricole des ménages locaux ont été favorisées par une embauche de certains de leurs membres par des firmes étrangères, spécialisées dans des cultures actuellement pratiquées par les ménages. Suite à ces mutations, les ménages locaux ont connu ainsi un important accroissement dans leur rentabilité financière (une évolution de 17.000 à 65.676 DH/ha, par exemple ; soit 135% en moyenne) conjugué à d'importants taux de croissance (258%) dans leurs revenus agricoles annuels totaux.

Tableau n°7: « Statistiques descriptives des indicateurs économiques des exploitations chez les ménages agricoles locaux liés avec des IDE via le marché du travail local en 2010, concernés par des forts taux de croissance des revenus entre 2000 et 2010»

	Observations	Moyennes	Ecart-type	Minimales	Maximales
Taux de croissance de la superficie agricole utile (%)	16	51.07	138.23	0	550
Taux de croissance de la superficie maraîchère (%)	16	59.73	151.24	0	600
Taux de croissance des investissements en actifs agricoles productifs (%)	16	499.78	1252.65	17.16	5104.56
Taux de croissance de la rentabilité financière par Ha (%)	16	135.22	107.35	24.33	337.93
Taux de croissance des revenus agricoles (%)	16	258.47	394.25	25.99	1680.72
Revenus totaux générés des emplois effectués auprès des IDE en 2010 (DH)	16	39486.25	20655.36	4680	72000
Revenus des emplois (hors exploitation familiale) non effectués auprès des IDE en 2010 (DH)	16	12300	26562.19	0	72240
Taux de croissance des revenus totaux de ménages entre 2000 et 2010 (%)	16	319.72	448.54	73.57	1971.92

Les ménages agricoles locaux liés avec des opérateurs étrangers via le marché du travail local (cf.Tab.n°5) disposent des revenus agricoles significativement (seuil de 5%) plus faibles (534748.4 contre 1104738 DH en moyennes) en 2010, en comparaison avec les ménages agricoles locaux indépendants des IDE. Toutefois, nos résultats révèlent que le recrutement de certains membres des ménages locaux par des opérateurs étrangers a été conjugué à des effets de rattrapage sur *la croissance des revenus agricoles annuels* des ménages locaux (cf.Tab.n°8). En fait, ces ménages ont enregistré des taux de croissance des revenus agricoles représentant plus que le double de ceux observés chez les ménages indépendants des IDE (152 contre 62% en moyennes). Ces résultats peuvent être justifiés par les profondes mutations dans les systèmes de production agricole (des importants investissements en actifs agricoles productifs et un accroissement de la rentabilité financière) chez les ménages agricoles locaux liés avec des IDE via le marché du travail local (cf. paragraphe 4, p.19).

Les ménages agricoles locaux indépendants des IDE disposent des revenus non agricoles non significativement (seuil de 5%) différents en 2000 et 2010 de ceux des ménages agricoles locaux liés avec des IDE via le marché du travail local. Néanmoins, ces ménages ont connu un accroissement significativement (seuil de 5%) plus important (235 contre 27% en moyennes) dans leurs *revenus non agricoles*, en comparaison avec les ménages agricoles locaux indépendants des IDE (cf.Tab.n°8). Ces résultats montrent une orientation des ménages locaux liés avec des IDE par le marché du travail vers une diversification plus importante dans leurs sources des revenus en comparaison avec les autres ménages. Cette tendance chez les ménages est liée à la faiblesse de leurs revenus agricoles en 2000 et la sécurisation des revenus non agricoles complémentaires et stables, éventuellement mobilisables dans le développement des activités de production agricole.

Les ménages locaux dont des membres sont recrutés auprès des firmes étrangères ont connu une croissance significative (seuil de 5%) dans leurs *revenus totaux annuels par membre des ménages* (161 contre 54% en moyennes), en comparaison avec les ménages locaux indépendants des IDE. Ces deux catégories des ménages ne sont pas significativement (seuil de 5%) différentes en termes de leurs unités de consommation en 2000 et 2010 ainsi que leur taux de croissance de ces unités entre 2000 et 2010 (cf.

annexe n°3). Compte-tenu de l'évolution relativement similaire des unités de consommation de ces deux catégories des ménages et des résultats précités, la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE via le marché du travail peut être ainsi conjuguée à une amélioration des revenus totaux annuels par membre de ménage.

Conformément à nos hypothèses de recherche, les résultats présentés ci-dessus montrent que les firmes étrangères peuvent induire un gain du bien-être économique des ménages agricoles locaux via le marché du travail local. Ce gain s'est traduit par un accroissement significatif (seuil de 5%) des revenus totaux, agricoles et non agricoles des ménages ainsi qu'une croissance des revenus totaux par membre de ménage. Dans la section suivante, nous vérifions si ce gain du bien-être économique a été conjugué à une amélioration du bien-être social (conditions de vie et dotations en actifs non agricoles non productifs) des ménages. L'évaluation de cette amélioration est appuyée sur des indicateurs d'évolution de consommation en produits non agricoles et également sur des indicateurs relatifs aux dotations en équipements de confort.

Tableau n°8. « Indicateurs monétaires du gain du bien-être des ménages locaux selon leur liaison avec des IDE via le marché du travail en 2010 »

Indicateurs monétaires du gain du bien-être des ménages entre 2000 et 2010	Liaison des ménages avec des IDE par le marché du travail	Nombre d'observations	Moyennes
Taux de croissance des revenus totaux annuels des ménages (%)	Présence	27	196.63*
	Absence	91	67.05
Taux de croissance des revenus agricoles annuels des ménages (%)	Présence	27	152.09*
	Absence	91	62.17
Taux de croissance des revenus non agricoles annuels des ménages (%)	Présence	27	235.16*
	Absence	91	27.06
Taux de croissance des revenus totaux annuels par membre des ménages (%)	Présence	27	161.44*
	Absence	91	54.16

*Significatif au seuil de 5%.

2.2. Evaluation du gain du bien-être des ménages locaux via des indicateurs de consommation

2.2.1. Indicateurs de consommation

Dans notre approche multidimensionnelle du gain du bien-être des ménages agricoles locaux, nous avons également opté pour des indicateurs du bien-être social. Dans cette approche, nous nous sommes appuyés sur des indicateurs d'évolution (baisse, stabilité, croissance) de consommation des produits non agricoles chez les ménages locaux entre 2000 et 2010. Il s'agit de quatre indicateurs du gain du bien-être social concernant l'évolution des dépenses des ménages relatives à l'alimentation, la santé, la scolarité des enfants et l'habillement.

Les dépenses en produits non agricoles ont connu une évolution très hétérogène chez l'ensemble des ménages agricoles locaux entre 2000 et 2010 (cf.Tab.n°9). A titre d'exemple, les dépenses alimentaires ont connu une stabilité chez 49,15% des ménages, tandis que 42,37 et 8,47% des ménages ont été respectivement concernés par une baisse et une croissance des dépenses alimentaires. Toutefois, une baisse des quatre catégories des dépenses non agricoles a été enregistrée chez des effectifs

considérables des ménages agricoles locaux (33-42% des ménages) en particulier pour les dépenses alimentaires et les dépenses de scolarité des enfants de ménages. Ces résultats inattendus peuvent être justifiés par une mesure de l'évolution de ces dépenses, appuyée sur une perception subjective des ménages locaux interviewés.

Nous pouvons ainsi retenir l'évolution des dépenses des ménages agricoles locaux relatives à l'alimentation, la santé, la scolarité des enfants et l'habillement, comme quatre indicateurs du gain du bien-être social des ménages agricoles locaux.

Tableau n°9. « Evolution de consommation en produits non agricoles chez les ménages agricoles locaux entre 2000 et 2010 »

Nature des dépenses	Evolution du niveau de consommation	Fréquence	%
Dépenses alimentaires	Baisse	50	42,37
	Stabilité	58	49,15
	Croissance	10	8,47
	Total	118	100
Dépenses de santé	Baisse	39	33,05
	Stabilité	60	50,84
	Croissance	19	16,1
	Total	118	100
Dépenses de scolarité des enfants	Baisse	50	42,37
	Stabilité	60	50,84
	Croissance	8	6,77
	Total	118	100
Dépenses d'habillement	Baisse	43	36,44
	Stabilité	59	50
	Croissance	16	13,55
	Total	118	100

2.2.2. Analyse du gain du bien-être via des indicateurs de consommation

Nos résultats (cf. annexe n°4) révèlent une indépendance significative (seuil de 5%) entre le recrutement de certains membres des ménages agricoles locaux auprès des IDE et l'évolution (baisse, stabilité, croissance) de leur consommation en produits non agricoles entre 2000 et 2010. En fait, la consommation de ces produits a généralement connu une stabilité chez les ménages locaux liés et non liés avec des firmes étrangères via le marché du travail local à l'exception des dépenses alimentaires. Cette tendance a été respectivement enregistrée chez ces deux catégories des ménages pour les dépenses de: i) santé (59,3-48,4% des ménages, soit 16- 44 cas); ii) scolarité des enfants (51,5-50,5% des ménages, soit 14-46 cas); iii) habillement (59,3-47,3% des ménages, soit 16-43 cas). Toutefois, les ménages agricoles locaux liés avec des firmes étrangères via le marché du travail ont connu généralement une baisse non significative (seuil de 5%) des dépenses alimentaires, en comparaison avec les ménages locaux indépendants des IDE (51,7 contre 38,5% des ménages). Tandis que ces ménages se distinguent par une stabilité de leurs dépenses alimentaires (51,6% des ménages). Par ailleurs, la croissance des différentes catégories des dépenses non agricoles (alimentation, santé, scolarité des enfants et habillement) a été moins répandue chez l'ensemble des ménages agricoles locaux. Néanmoins, les ménages agricoles locaux indépendants des firmes étrangères restent les plus concernés

par cette croissance (19,8 contre 3,7% de ménages pour les dépenses de santé ; par exemple) comparés aux autres ménages.

Nos résultats montrent que l'embauche des membres des ménages locaux par des IDE a généralement été conjuguée à une stabilité de leur consommation en produits non agricoles. Cette tendance observée chez les ménages peut être justifiée par une croissance significativement (seuil de 10%) plus importante de leurs investissements dans des actifs agricoles productifs (installation du système d'irrigation de goutte à goutte ou/et des serres, location supplémentaire de terre, intrants, ...) en comparaison avec les ménages locaux non liés avec des firmes étrangères via le marché du travail local (363 contre 163% en moyennes). En outre, les ménages développant des emplois salariés auprès des opérateurs étrangers jouissent d'un niveau d'exploitation du patrimoine foncier significativement (seuil de 5%) plus élevé (99 contre 88% en moyennes) en comparaison avec les ménages locaux indépendants des IDE.

Les revenus générés des emplois de certains membres des ménages agricoles locaux par des IDE semblent ainsi induire une croissance des investissements des ménages dans des activités agricoles. Cette croissance s'inscrit ainsi dans stratégie d'ancrage des ménages dans le secteur agricole (une maximisation des revenus agricoles dans une logique de Pull Factors) conjuguée généralement à une stabilité de leur consommation en produits non agricoles.

2.3. Evaluation du gain du bien-être via des indicateurs de confort

2.3.1. Indicateurs de confort

Nous proposons trois indicateurs du gain du bien-être social des ménages via des indicateurs de confort (cf.Tab.n°10). Ces indicateurs reflètent l'amélioration des dotations des ménages agricoles locaux en certains équipements ménagers et moyens de transport : i) nombre des voitures acquises par ménage après 2000; ii) nombre des télévisions acquises par ménage après 2000; iii) nombre des téléphones portables acquis par personne adulte des ménages après 2000.

Les acquisitions des équipements ménagers et des moyens de transport après 2000 sont très hétérogènes chez les ménages agricoles locaux : i) 0 à 2 voitures (soit 0,26 en moyenne) ; ii) 0 à 1 télévision (soit 0,72 en moyenne) ; iii) 0 à 1,5 téléphone portable par membre adulte des ménages (soit 0,67 en moyenne). Nous pouvons ainsi retenir les acquisitions des ménages en voitures et télévisions après 2000 ainsi que le nombre de téléphones portables par membre adulte de ménage, comme trois indicateurs de confort permettant une approche du gain du bien-être social des ménages agricoles locaux.

Tableau n°10. « Statistiques descriptives des indicateurs du gain du bien-être via des indicateurs de confort des ménages »

Indicateurs du gain du bien-être via des indicateurs de confort	Observations	Moyennes	Ecart-type	Minimales	Maximales
Nombre des voitures acquises par ménage après 2000	118	0.26	0.47	0	2
Nombre des télévisions acquises par ménage après 2000	118	0.72	0.45	0	1
Nombre des téléphones portables acquis par personne adulte de ménages après 2000	118	0.67	0.26	0	1.5

2.3.2. Analyse du gain du bien-être des ménages par des indicateurs de confort

Les ménages agricoles locaux indépendants des firmes étrangères (cf. annexe n°5) ont été significativement (seuil de 5%) mieux dotés en équipements de confort (voitures, télévisions et téléphones portables) en 2000, en comparaison avec les ménages locaux liés avec des IDE par le marché de travail. Néanmoins, ces ménages ont connu une amélioration non significative (seuil de 5%) de leurs dotations en certains équipements de confort après 2000 (cf. Tab. n°11). Cette amélioration s'est traduite des différences non significatives (seuil de 5%) entre les ménages liés et non liés avec des IDE par le marché du travail en termes de leurs acquisitions après 2000 relatives aux : i) voitures acquises par ménage (0.29 et 0.25 respectivement en moyennes) ; ii) téléphones portables acquis par personne adulte de ménage (0.64 et 0,68 respectivement en moyennes). Toutefois, le développement des emplois salariés par des membres de ménages locaux auprès des firmes étrangères n'a pas été conjugué à une amélioration de leurs acquisitions en télévisions après 2000. En fait, ces ménages sont significativement (seuil de 5%) moins dotés en télévisions après 2000 (0.40 contre 0.81 en moyennes) en comparaison avec les ménages agricoles locaux indépendants des IDE.

Nos résultats montrent que les IDE peuvent induire une amélioration non significative (seuil de 5%) des dotations des ménages en certains équipements de confort (voitures et téléphones portables) via leur accès à des revenus supplémentaires générés de leur liaison via le marché du travail local. La génération de ces revenus hors exploitation familiale a été combinée à une importante croissance des investissements des ménages locaux dans des activités agricoles. Tandis que l'amélioration des dotations des ménages en équipements de confort reste généralement moins privilégiée comparé à leur investissement dans des actifs agricoles productifs. Ces comportements des ménages locaux semblent s'inscrire dans leur stratégie d'ancrage dans le secteur agricole (une maximisation des revenus agricoles dans une logique de Pull Factors).

Tableau n°11. «Indicateurs du gain du bien-être par des indicateurs de confort des ménages agricoles locaux selon leur liaison avec des IDE via le marché du travail en 2010 »

	Liaison des ménages avec des IDE par le marché du travail	Nombre d'observations	Moyennes
Nombre des voitures acquises par ménage après 2000	Présence	27	0.29
	Absence	91	0.25
Nombre des télévisions acquises par ménage après 2000	Présence	27	0.40*
	Absence	91	0.81
Nombre des téléphones portables acquis par personne adulte de ménages après 2000	Présence	27	0.64
	Absence	91	0.68

*Significatif au seuil de 5%.

Conclusion

Notre article cherche à identifier des logiques potentielles de la liaison des ménages agricoles locaux avec des IDE dans le secteur maraîcher au Maroc par le biais du marché de travail local, et si cette liaison peut induire un gain du bien-être des ménages locaux via leur accès à des revenus supplémentaires. L'embauche de certains membres des ménages locaux par des firmes étrangères est très répandue chez les ménages des petits exploitants agricoles locaux situés aux alentours des IDE. Ces emplois représentent ainsi la principale relation directe liant ces ménages avec les firmes étrangères. Ils ont également une importante contribution dans les revenus des ménages locaux générés des emplois effectués hors exploitations familiales.

Nos résultats révèlent que la liaison des ménages agricoles avec des firmes étrangères via le marché du travail local peut s'inscrire dans deux principales logiques chez les ménages agricoles locaux : i) une valorisation des fortes dotations en facteur travail « familial » sous employées sur l'exploitation du ménage, en particulier avec une adoption des systèmes de production agricole faiblement intensifs en travail ; ii) une maximisation des revenus afin de faire face aux faibles revenus et rentabilité financière des activités de production agricole.

Les firmes étrangères peuvent induire un gain du bien-être économique des ménages agricoles locaux via leur liaison par le biais du marché de travail local. Ce gain du bien-être s'est traduit par un accroissement considérable des revenus agricoles et totaux ainsi que des revenus totaux par membre de ménage. En outre, cette liaison a été conjuguée à une légère amélioration du bien-être social des ménages agricoles locaux (une croissance des dotations en certains équipements de confort et de transport) ainsi qu'à un important accroissement des investissements des ménages locaux en actifs agricoles productifs. Notre étude montre ainsi que les ménages agricoles locaux les plus défavorisés au Maroc peuvent bénéficier de la présence des firmes étrangères via leur liaison par le marché du travail local. Cette liaison a été combinée à une amélioration du bien-être économique et un important développement des activités de production agricole (un ancrage des ménages locaux dans le secteur agricole).

Malgré la richesse des résultats de notre étude, ses conclusions doivent être validées par une modélisation économétrique dans une logique d'analyse des impacts des IDE sur le gain du bien-être des ménages agricoles locaux via leur liaison par le marché du travail local. En outre, les résultats de notre étude ne peuvent pas être généralisés puisqu'ils concernent un secteur et un terrain d'étude spécifiques. Par ailleurs, cette étude sera complétée par une analyse des impacts directs et des effets spillovers des IDE sur la croissance économique des exploitations agricoles locales selon leur taille, localisation géographique et leurs relations avec les firmes étrangères dans le secteur maraîcher.

Références bibliographiques

- Adams R. H. et J. Page, (2001), "Holding the Line: Poverty Reduction in the Middle East and North Africa 1970-2000", Poverty Reduction Group, The World Bank, Washington D.C.
- APEFEL-Association des Producteurs, Exportateurs des Fruit Et Légumes du Maroc- (2009), « entretien personnalisé avec le Directeur de l'APEFEL », juin, 2009.
- Alderman H., Paxon C.H. (1992), "Do the poor insure ? a synthesis of the literature on risk and consumption in developing countries", *World Bank Policy Research Working Paper WPS 1008*.
- Barrett C.B., T. Reardon et P. Weeb, (2001), "Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa: concepts, dynamics, and policy implications", *Food Policy*, Vol.26, n°4, pp.315-331.
- Barrientos S., S. Mc Clenaghan et L., Orton, (1999), "*Gender and Codes of Conduct: A Case Study from Horticulture in South Africa*",
Disponible en ligne: <http://www.christian-aid.org.uk/indepth/9908grap/grapes1.htm>
- Barrientos S. et A. Kritzinger, (2004), "Squaring the Circle – Global Production and the Informalisation of Work in South African Fruit Exports", *Journal of International Development*, Vol.16, n°1, pp. 81–92.
- Bendini, M. et M. Radonich, eds, (1999), « De golondrinas y otros migrantes », Buenos Aires: Cuadernos GESA, n°2, La Colmena.
- Bensalk S., (2009), "Investissements directs à l'étranger et partenariats Euro-Med dans le secteur de fruits et légumes : le cas du Maroc », mémoire de recherche, Montpellier, FRA : INRA MOISA.
- Bensalk S., C. Bignebat, F. El Hadad-Gauthier et P. Perrier-Cornet, (2011), "Investissements des firmes européennes et modes d'organisation de la production : le cas de la filière maraîchère d'exportation du Maroc », *Economies et Sociétés*, Série « Systèmes agroalimentaires », AG, n°33, octobre, 2011, pp.1849-1867.
- Berry A., (2001), "When do Agricultural Exports Help the Rural Poor? A Political-economy Approach", *Oxford Development Studies*, Vol.29, n°2, pp. 125–44.
- Bibi S., (2003), "Measuring poverty in a multidimensional perspective: a review of literature", Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, CIPREE, université Laval, Québec, Canada, p.40.
- Binswanger H.P. et M.R. Rosenzweig, (1986), "Behavioral and material determinants of production relations in agriculture", *The journal of development studies*, vol.22, n°3, pp. 503-539.
- Bolwig, S, P.Gibbon et S. Jones (2009), "The economics of smallholder organic contract farming in tropical Africa", *World Development*, forthcoming.
- Bouchelkha M., (2007), « Mutations récentes et dynamiques socio-spatiales dans les milieux ruraux de Souss-Massa », Doctorat d'Etat en sociologie (Arabe), Université d'Ibn Zohr, Faculté des lettres et des sciences humaines d'Agadir, Maroc.

- Carter M. R., B.L., Barham et D. Mesbah, (1996), “Agricultural export booms and the rural poor in Chile, Guatemala and Paraguay”, *Latin American Research Review*, vol.3, n°11, pp.33–65.
- Casaburi G., (1999), “*Dynamic Agroindustrial Clusters: The Political Economy of Competitive Sectors in Argentina and Chile*”, London: Macmillan.
- Cotula L., S. Vermeulen, R. Leonard et J. Keeley, (2009), «Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa », *FAO IIED IFAD report*.
- Cogan, J.F., (1981), “Fixed Costs and Labor Supply”, *Econometrica*, Vol. n°49, pp.945-963.
- CNUCED - Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement- (2009), Rapport sur l’investissement dans le monde, «*Sociétés Transnationales, production agricole et développement* », Nations Unies, New York et Genève, p.69.
- CRIRSMD-Centre Régional d’Investissements d’Agadir de la Région de Souss-Massa-Draa –(2004), « Profil économique régional du Souss-Massa-Draâ », Agence Américaine pour le Développement International (USAID), Maroc.
- CRSMD- Conseil Régional du Souss-Massa-Draa - (2008), « Présentation et perspectives du secteur agricole de la région du Souss-Massa-Draâ », Ministère Marocain de l’Intérieur.
- Da Silva, M. A., (1999), *Errantes do fim do século*, São Paulo: Editora UNESP.
- De Grammont C.H., (2007), « Las empresas, el empleo y la productividad del trabajo en la horticultura de exportación », In *Los jornaleros agrícolas, invisibles productores de riqueza*, eds M. Isabel Ortega, P. Alejandro Castañeda et J. Luis Sariego, pp.15–47, Mexico City: CIAD-Plaza y Valdés.
- De Garmmont H.C. et S.M., Flores, (2007), “Productive Restructuring and ‘Standardization’ in Mexican Horticulture: Consequences for Labour”, *Journal of Agrarian Change*, Vol.10, n°2, pp. 228–250.
- Dercon S., (2005), “Risk, Insurance and poverty: A review”, In S. Dercon (ed.), *Insurance against poverty*, Oxford University Press.
- Dolan E. et J. Humphrey, (2000), «Governance and Trade in Fresh Vegetables: The Impact of UK Supermarkets on the African Horticulture Industry», *Journal of Development Studies*, Vol.37, n°2, pp.147-176.
- Dolan C.S., (2004), “On Farm and Packhouse: Employment at the Bottom of a Global Value Chain”, *Rural Sociology*, Vol. 69, n°1, 2004, pp. 99–126
- Easterlin R. A. (2001), « Income and happiness: towards a unified theory », *The Economic Journal*, 111 (July), pp. 465-484.
- Fertoul Y., (2004), « Les investissements étrangers dans le secteur agricole au Maroc », Mémoire de troisième cycle pour l’obtention du diplôme d’ingénieur d’Etat en agroéconomie, Institut agronomique et vétérinaire de Hassan II, Rabat (MAR), 293 p.
- Findeis J.L., (2002), “Hired Farm Labor Adjustments and Constraints”, In *The Dynamics of Hire Farm Labor, Constraints and Community Responses*, eds J.L. Findeis, A.M. Vandemna, J.M. Larson and J.L. Runyan, pp. 3–13, New York: CABI Publishing.

Findeis J.L., M.C. Hallberg et D.A. Lass, (1987), “Off- Farm Employment: Research and Issues”, Staff Paper No. 146, University Park: Department of Agricultural Economics and Rural Sociology, Pennsylvania State University.

FAO -Food and Agriculture Organization- (2008), “The State of Food and Agriculture: Biofuels, Prospects, Risks and Opportunities”, Rome: FAO.

FAO-Food and Agriculture Organization- (2007), «Un système intégré de recensements et d'enquêtes agricoles », Vol. 1, programme mondial du recensement de l'agriculture 2010, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Rome, 186 p.

Frey B. et A. Stutzer (2002), *Happiness & Economics. How the economy and institutions affect human well-being*, Princeton University Press.

Gow, H., et J.F.M. Swinnen, (1998), “Agribusiness restructuring, foreign direct investment and hold-up problems in agricultural transition”, *European Review of Agricultural Economics*, vol.25, n°4, 331–350.

Gwynne R., (1999), “Globalisation, Commodity Chains and Fruit Exporting Regions in Chile”, *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, Vol.90, n°2, pp. 211–25.

Hallam D., (2009), “International investments in agricultural production”, Expert Meeting on How to Feed the World in 2050, Food and Agriculture Organization of the United Nations Economic and Social Development Department.

Huffman W.E., (1991), “Agricultural Household Models: Survey and Critique”, *Multiple Job Holding Among Farm Families*, M.C. Hallberg, J.L. Findeis et D.A. Lass (eds.), Iowa State University Press, Ames.

HCP- Haut-Commissariat au Plan-(2008), «Les indicateurs sociaux au Maroc en 2008», Rabat, Maroc.

INSEE-Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques- (2012), (<http://www.insee.fr/fr/>), consulté le 2 juillet 2012.

Jarvis L. et E. Vera-Toscano, (2004), “*The Impact of Chilean Fruit Sector Development on Female Employment and Household Income*”, Policy Research Working Paper Series 3263, Washington, DC: The World Bank.

Kochar A., (1999), “Smoothing consumption by smoothing income : Hours-of-work responses to idiosyncratic agricultural shocks in rural India”, *The review of economics and statistics*, Vol.81, n°1, pp. 50-61.

Korovkin T., (1992), “Peasants, Grapes and Corporations– the Growth of Contract Farming in a Chilean Community”, *Journal of Peasant Studies*, vol.19, n°2, pp.228–54.

Kritzinger A., S. Barrientos et H. Rossouw, (2004), “Global Production and Flexible Employment in South African Horticulture: Experiences of Contract Workers in Fruit Exports”, *Sociologia Ruralis*, vol.44, n°1, pp.17–39.

- Lanjouw P., (2001), « The rural non-farm sector : issues and evidence from developing countries », *Agricultural Economics*, Vol.26, n°23.
- Lara, S.M., (1993), « Le conditionnement des produits maraîchers dans l'état de Sinaloa: ou comment une qualification se façonne à travers solidarités et conflits », *Cahiers du GEDISST*, Vol.7, pp.97–109, Paris: IRESO-CNRS.
- MAPM -Ministère de l'Agriculture et de Pêche Maritime - (2008), « Présentation et perspectives du secteur des fruits et légumes au Maroc ».
- Maertens M. et Johan. F.M. Swinnen, (2009), « Trade, Standards, and Poverty: Evidence from Senegal». *World Development*, Vol. 37, n°1, pp. 161-178.
- Minten B., L. Randrianarison et J.F.M. Swinnen, (2009), « Global retail chains and poor farmers; evidence from Madagascar », *World Development*, Vol. 37, n°11, pp. 1728–1741.
- Minten, B., L. Randrianarison et J. F. M. Swinnen, (2006), “Global retail chains and poor farmers: Evidence from Madagascar”, LICOS Discussion Paper No. 164. Leuven: Centre for Institutions and Economic Performance.
- Mishra, A.K., et B.K. Goodwin, (1997), “Farm Income Variability and the Supply of Off-farm Labor,” *American Journal of Agricultural Economics*, Vol.79, Aug. 1997, pp. 880-887.
- Mishra A.K, H.S. El-Osta, M.J. Morehart, J.D. Johnson et J.W. Hopkins, (2002), “Income, Wealth, and the Economic Well-Being of Farm Households”, Farm Sector Performance and Well-Being Branch, Resource Economics Division, Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, Agricultural Economic Report, n°812.
- MAPM- Ministère de l'Agriculture et de Pêche Maritime- (2008), «Présentation et perspectives du secteur des fruits et légumes au Maroc ».
- MEF-Ministère de l'Economie et des Finances-(2011), «Tableau de bord des indicateurs macro-économiques », Direction des études et des prévisions financières, Rabat, mai, 2011.
- McCulloh, N. et M. Ota, (2002), “Export horticulture and poverty in Kenya”, IDS Working Paper 174. Sussex: Institute for Development Studies.
- Minten, B., L. Randrianarison et J.F.M., Swinnen, (2006), “Global retail chains and poor farmers: Evidence from Madagascar”, LICOS Discussion Paper No. 164. Leuven: Centre for Institutions and Economic Performance.
- Morduch J., (1999), “The microfinance promise”, *Journal of Economic Literature*, Vol. 37, n°4, December, 1999, pp. 1569-1614
- Ortiz S. et S. Aparicio, (2007), “How Labourers Fare in Fresh Fruit Export Industries: Lemon Production in Northern Argentina”, *Journal of Agrarian Change*, Vol. 7, n°3, pp. 382-404.
- Pradhan, M. et M. Ravallion, (2000), “Measuring Poverty Using Qualitative Perceptions of Consumption Adequacy”, *Review of Economics and Statistics*, vol. 82, n°3, pp. 462-471.

- RGA- Recensement Général de l'Agriculture - (1996), Ministère marocain de l'agriculture et pêche maritime, région du Souss Massa Draâ, Maroc.
- RGPH- Recensement Général de la Population et de l'Habitat - (2004), Région du Souss-Massa -Draâ, Maroc.
- Reardon T., J. Berdegue, C.B. Barrett et K. Stamoulis, (2006), "Household income diversification into rural nonfarm activities", Johns Hopkins university press.
- Reardon T., C.B. Barrett, J.A. Berdegue et J.F.M. Swinnen, (2009), «Agrifood Industry Transformation and Small Framers in Developing countries», *World Development*, Vol. 37, pp.1717-1727.
- Reardon T., P. Matlon et C. Delgado, (1988), "Coping with household-level food insecurity in drought-affected areas of Burkina-Faso", *World Development*, Vol.16, n°9, pp.1065-1074.
- Rose E., (2001), "Ex ante and ex post labor supply response to risk in a low-income area", *Journal of development economics*, Vol.64, pp.371-388.
- Rozenzweig M. et K. Wolpin, (1993), « Credit market constraints, consumption smoothing, and the accumulation of durable production assets in low-income countires: investments in bullocks in India», *Journal of political economy*, n°101, pp. 233-244.
- Schurman, R.A., (2001), "Uncertain Gains: Labor in Chile's New Export Sectors", *Latin American Research Review*, Vol. 36, n°2, pp. 3–30.
- Smeeding, T., P. Saunders, J. Coder, S. Jenkins, J. Fritzell, A. Hagenaars, R. Hauser et M. Wolfson, (1993), "Poverty, inequality and family living standards impacts across seven nations: The effect of non-cash subsidies for health, education and housing", *Review of Income and Wealth*, vol. 39 , n°3, pp. 229-256.
- Smith, J.D. et J.N. Morgan, (1970), "Variability of Economic Well-Being and its Determinants", *The American Economic Review*, Vol. 60, n°2, pp.286-295.
- Swinnen, J. F. M., L. Dries, N., Noevet E. Germenji, (2006), "Foreign investment, supermarkets, and the restructuring of supply chains: Evidence from Eastern European dairy sector", LICOS Discussion Paper No. 165. Leuven: Centre for Institutions and Economic Performance.
- Thomas, R.W, (1977), "A Review of Income Concepts Used in Economic Analysis", Report prepared by Abt Associates for the Office of the Assistant Secretary for Planning and Evaluation, Department of Health, Education, and Welfare.
- Von Braun J. et R. Meinzen-Dick (2009), "'Land grabbing' by foreign investors in developing countries", *IFPRI Policy Brief*, n°13, Washington, D.C.: IFPRI. Available at www.ifpri.org/pubs/bp/bp013 (consulté le 2 Juin 2009).
- Weisbrod, B.A. et W.L. Hansen, (1968), "An Income-Net Worth Approach to Measuring Economic Welfare", *The American Economic Review*, Vol. 58, n° 5, Part 1, pp. 1315-1329.

ANNEXES

Annexe °1 : « Caractéristiques des emplois effectués par des membres des ménages agricoles locaux auprès des IDE en 2010 »

Caractéristiques des emplois effectués par des membres des ménages	Zones d'étude		
	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Effectif minimal des membres employés par ménage	1	1	1
Effectif maximal des membres employés par ménage	3	1	1
Effectif global des membres des ménages employés par zone	30	8	1
Nombre des ménages concernés par une relation d'emploi	20	8	1
Importance moyenne des emplois dans l'ensemble des emplois effectués par des membres des ménages hors exploitation familiale chez les ménages concernés (%)	82,5	81,25	100
Importance des emplois agricoles non qualifiés dans l'ensemble des emplois pratiqués par des membres des ménages chez les ménages concernés par zone (%)	66,66	25	0
Importance des emplois non agricoles non qualifiés dans l'ensemble des emplois pratiqués par des membres des ménages chez les ménages concernés par zone (%)	18,33	75	0
Importance des emplois agricoles non qualifiés dans l'ensemble des emplois pratiqués par des membres des ménages chez les ménages concernés par zone (%)	15	0	100
Importance moyenne des revenus générés des emplois dans l'ensemble des revenus des activités effectuées par les membres de ménage hors exploitation familiale chez les ménages concernés (%)	32,3	21,5	4,3

Annexe n°2: « Repérage et importance des différentes catégories des emplois effectués par des membres des ménages agricoles locaux auprès des IDE ».

Catégories d'emploi	Caractéristiques des emplois	Zones de l'étude		
		Zone 1	Zone 2	Zone 3
Emplois agricoles non qualifiés	Nombre total des ménages concernés par zone	16	2	0
	Effectif global de membres des ménages employés par zone	19	2	0
	Importance des emplois dans l'ensemble des emplois agricoles non qualifiés hors exploitation familiale chez les ménages concernés par zone (%)	67,42	66,6	0
	Part des emplois dans l'ensemble des emplois des membres des ménages au sein des IDE ou des opérateurs locaux par ménage concerné (%)	83,3	100	0
Emplois non agricoles non qualifiés	Nombre total des ménages concernés par zone	6	6	0
	Effectif global des membres des ménages par zone	8	6	0
	Importance des emplois dans l'ensemble des emplois non agricoles non qualifiés des membres des ménages hors exploitation familiale chez les ménages concernés par zone (%)	75	54,54	0
	Part des emplois dans l'ensemble des emplois des membres de ménages au sein des IDE ou des opérateurs locaux par ménage concerné (%)	61,1	100	0
Emplois agricoles qualifiés	Nombre total des ménages concernés par zone	3	0	1
	Effectif global des membres des ménages par zone	3	0	1
	Importance des emplois dans l'ensemble des emplois non agricoles qualifiés des membres des ménages hors exploitation familiale chez les ménages concernés par zone (%)	37,5	0	50
	Part des emplois dans l'ensemble des emplois des membres des ménages au sein des IDE ou des opérateurs locaux par ménage concerné (%)	100	0	100

Annexe n°3. «Tests de comparaison des moyennes* des unités de consommation chez les ménages agricoles locaux selon leur liaison avec des IDE via le marché du travail en 2010 »

	Liaison des ménages avec des IDE par le marché du travail	Nombre d'observations	Moyennes
Moyennes des unités de consommation des ménages en 2010	Présence	27	3,74
	Absence	91	3,61
Moyennes des unités de consommation des ménages en 2000	Présence	27	3,34
	Absence	91	3,37
Moyennes des taux de croissance des unités de consommation des ménages entre 2000 et 2010	Présence	27	0,11
	Absence	91	0,08

(*) Une absence de significativité des tests de comparaison des moyennes entre les deux groupes de ménages locaux

Annexe n°4. «Tests de dépendance* de l'évolution des dépenses non agricoles chez les agriculteurs locaux entre 2000 et 2010 selon leur liaison avec les IDE via le marché du travail en 2010»

Nature des dépenses	Liaison des ménages avec des IDE par le marché du travail local	Evolution des dépenses	Fréquence	%
Dépenses d'alimentation	Absence	Baisse	35	38,5
	Présence		15	51,7
	Absence	Stabilité	47	51,6
	Présence		11	37,9
	Absence	Croissance	9	9,9
	Présence		1	3,7
Dépenses de santé	Absence	Baisse	29	31,9
	Présence		10	37,0
	Absence	Stabilité	44	48,4
	Présence		16	59,3
	Absence	Croissance	18	19,8
	Présence		1	3,7
Dépenses de scolarité des enfants	Absence	Baisse	38	41,8
	Présence		12	44,44
	Absence	Stabilité	46	50,5
	Présence		14	51,85
	Absence	Croissance	7	7,7
	Présence		1	3,7
Dépenses d'habillement	Absence	Baisse	33	36,3
	Présence		10	37,0
	Absence	Stabilité	43	47,3
	Présence		16	59,3
	Absence	Croissance	15	16,5
	Présence		1	3,7
Absence		Total	91	100,0
Présence		Total	27	100,0

*Une absence de dépendance significative (seuil de 5%) entre l'évolution des dépenses non agricoles et la liaison de ménages locaux avec les IDE via le marché du travail.

Annexe n°5. « Dotations en équipements de confort des ménages agricoles locaux en 2000 selon leur liaison avec des IDE par le marché du travail en 2010 »

	Liaison des ménages avec des IDE via le marché du travail	Nombre d'observations	Moyennes
Nombre des voitures acquises par ménage en 2000	Présence	27	0.03*
	Absence	91	0.47
Nombre des télévisions acquises par ménage en 2000	Présence	27	0.56*
	Absence	91	0.85
Nombre des téléphones portables acquis par personne adulte des ménages en 2000	Présence	27	0.01*
	Absence	91	0.12

*Significatif au seuil de 5%